

LE GRAND DÉBAT NATIONAL

ENTREPRENEURS,
FAITES-VOUS ENTENDRE DANS
LE GRAND DÉBAT NATIONAL.

 CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE

1^{er} ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

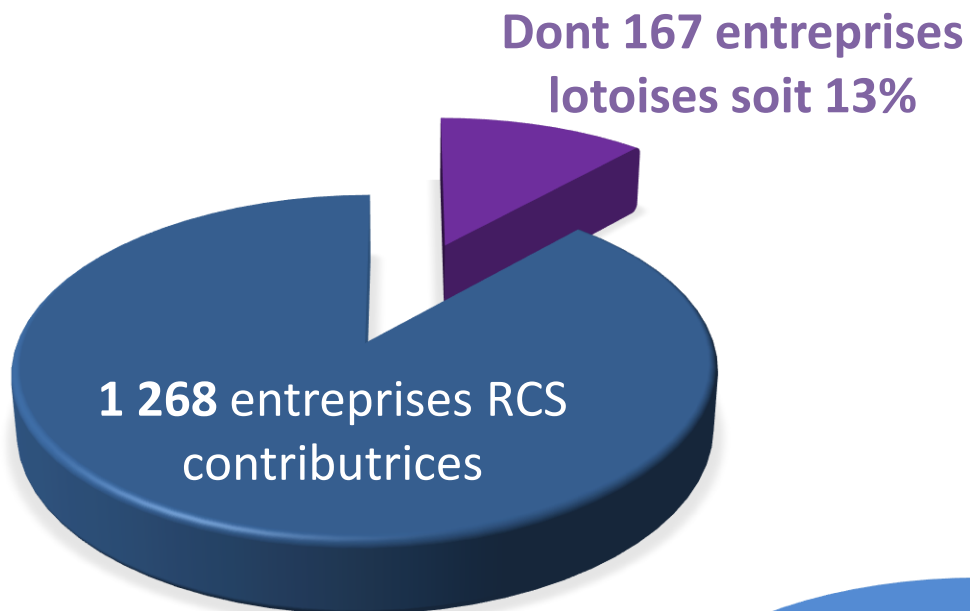
RESTITUTION DES PROPOSITIONS

Mercredi 13 mars 2019 - 19h15 à CCI du Lot

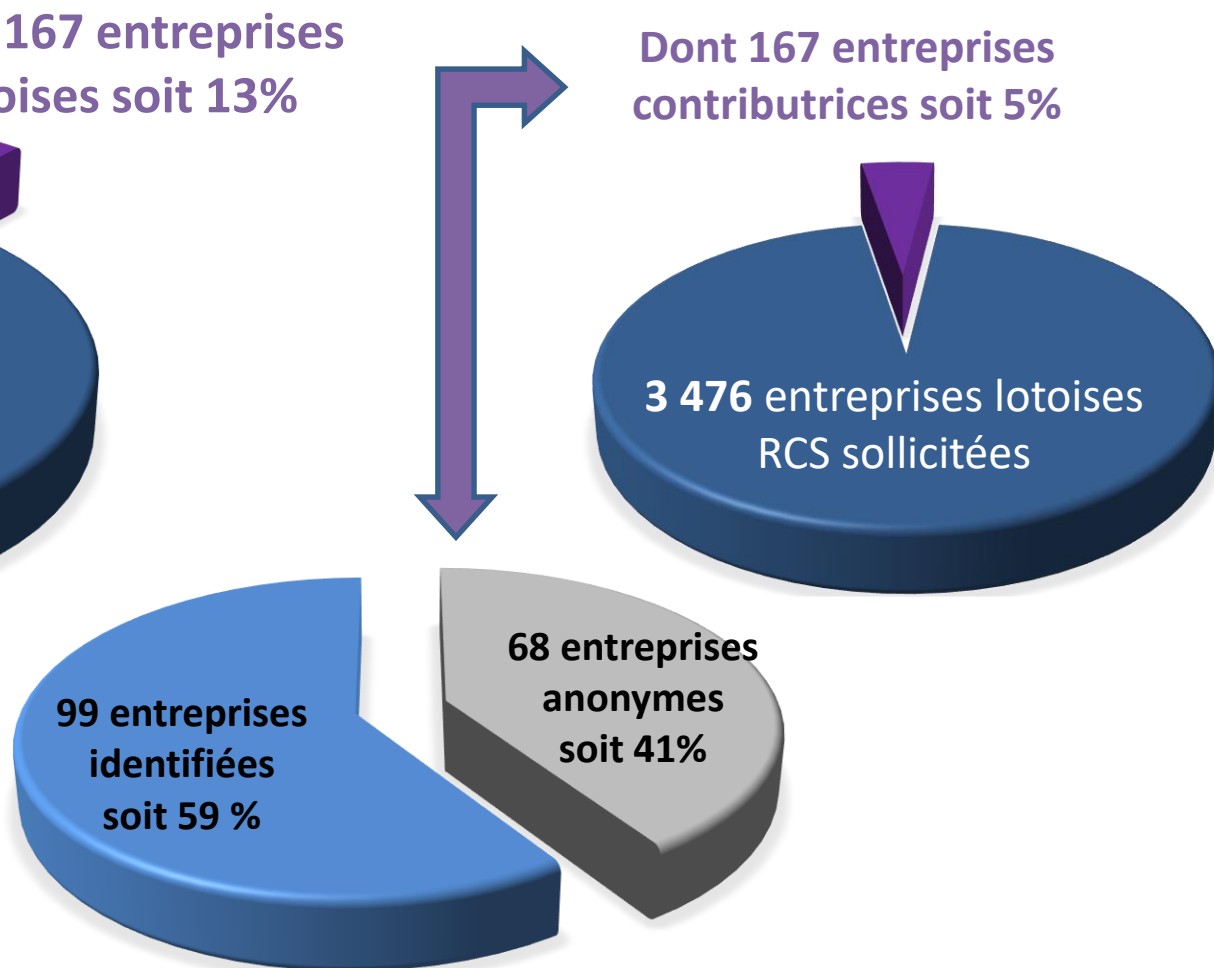


INTRODUCTION

Au niveau national



Au niveau local



5 idées force

**Un impôt
modulable**

**Equité devant
l'impôt**

Territorialité

Ruralité

**Valoriser le
travail**

**Focus
relations
bancaires**

UN IMPOT MODULABLE

- Uniformiser le taux d'imposition des entreprises quel que soit la taille ou le bénéfice
- Calculer l'impôt sur le CA et non sur le résultat
- Appliquer un taux d'imposition de 30 % du CA pour les PME
- Réduire l'IS à 10 % et le porter à 50 % en cas de distribution de dividendes
- Réduire l'IS à 20 %
- Calculer l'impôt toujours sur la moins bonne des 2 dernières années (lissage des gains ponctuels)
- Modifier le règle anormale d'assujettissement des dividendes versés par les SARL
- Un Impôt sur les Revenus progressif avec la création de tranches supplémentaires, en intégrant l'ISF



UN IMPOT MODULABLE

- Taxer les revenus de la bourse
- Taxe sur les transactions/prestations financières
- Zéro taxe ou moins de taxes, de charges pour les petites entreprises :
 - => ≤ 1 salarié
 - => artisans
 - => auto entrepreneurs
- Limiter à 2 ans le statut d'auto entrepreneur
- Augmenter la pression fiscale des auto entrepreneurs, gîtes, airbnb... = concurrence déloyale
- Revoir la taxe parafiscale pour les salles de spectacle/les contrats d'embauche
- Alourdir la fiscalité sur les alcools forts pour lutter contre l'alcoolisme des jeunes



UN IMPOT MODULABLE

- 🌍 Pollueur = payeur. Bonus/Malus écologique plus sévère. (camping- cars et caravanes pour les ordures ménagères) et taxation des bateaux et avions
- 🌍 Réduire la taxe carburant
- 🌍 Réduire les taxes sur l'énergie
- 🌍 Défisicalisation et désocialisation des avantages écoresponsables mis en œuvre par l'entreprise pour ses salariés
- 🌍 Exonération TVTS et récupération de la TVA sur les véhicules électriques
- 🌍 Réserver les taxes « écologie » aux investissements « écologie »



UN IMPOT MODULABLE

FONCIER :



Des taxes considérées comme non adaptées et injustes



UN IMPOT MODULABLE

**Contribution
Foncière
des Entreprises**

La CFE devrait être :

- adaptée en fonction du résultat, de la marge des entreprises,
- modulée par rapport aux services collectifs accessibles,
- supprimée pour les commerces de centre-ville,
- réduite, voire supprimée.

- Réduction de l'impôt foncier et de la taxe d'habitation
- Supprimer ou réduire drastiquement les impôts fonciers, CET
- Supprimer la CSG notamment sur le foncier
- Taxe foncière plus juste : un calcul en fonction des revenus et des bénéfices
- Donner une règle fiscale locale fixe



EQUITÉ DEVANT L'IMPOT

IMPOSITION DU PATRIMOINE

Réinstaurer l'ISF

Exonération si le contribuable réinvestit dans une PME

Ne pas réinstaurer l'ISF



Remettre en vigueur la règle du bouclier fiscal

Taxe forfaitaire sur les patrimoines supérieurs à 1,5 M€

Abroger la flat tax et taxer toutes les transactions immobilières à 0,2%

Une Flat Tax entre 8 et 13 % dès le premier revenu

Forte réduction, voire suppression des droits de succession



EQUITÉ DEVANT L'IMPOT

- Revoir les niches fiscales : se limiter à celles qui créent de l'emploi ou participer à la réindustrialisation du pays
- Application stricte des règles fiscales de transfert entre pays – pas de contournement
- Publier au JO les personnes quittant fiscalement le territoire national
- Trouver des solutions pour limiter l'optimisation fiscale des entreprises : éviter le transfert du siège social
- Droit à l'erreur
- Que les taxes ne soient pas rétroactives
- Harmoniser les politiques fiscales et sociales de la Communauté Européenne pour limiter l'évasion fiscale et l'embauche de salariés à bas coût



TERRITORIALITÉ



Baisser la fiscalité sur les PME/TPE / l'augmenter sur les entreprises du CAC40

S'assurer que les grandes sociétés paient leurs impôts en France avant distribution de dividendes

Faire payer les impôts aux gros groupes internationaux installés en France

Réduire/interdire l'optimisation fiscale

Imposer toutes les entreprises qui font du bénéfice sur le sol français

Imposer les GAFA au titre des bénéfices réalisés en France. Augmenter le taux de taxe prévu sur le CA réalisé en France (taxe GAFA)



TERRITORIALITÉ

Payer l'impôt dans son pays de résidence et la différence dans le pays d'origine = stopper l'évasion fiscale

Taxer ces énormes sociétés dont le siège est basé à l'étranger

Réinstaurer l'exit tax

Taxer les importations, et les importations venant de pays non écoresponsables

Lever les barrières douanières

Favoriser l'économie française



RURALITÉ

PRISE EN COMPTE DE LA RURALITÉ

- Proroger au-delà du 31/12/20 le dispositif fiscal de l'exonération de CFE et d'impôt (IR ou IS) sur le bénéfice des entreprises créées ou reprises en ZRR : dispositif très incitatif
- Rééquilibrer la pression fiscale entre les TPE/PME en zones rurales économiques défavorisées et celle des entreprises situées en zone urbaine.
- Mettre en place un système de calcul qui prend en compte la densité de la population d'un département ou d'une zone rurale



VALORISER LE TRAVAIL

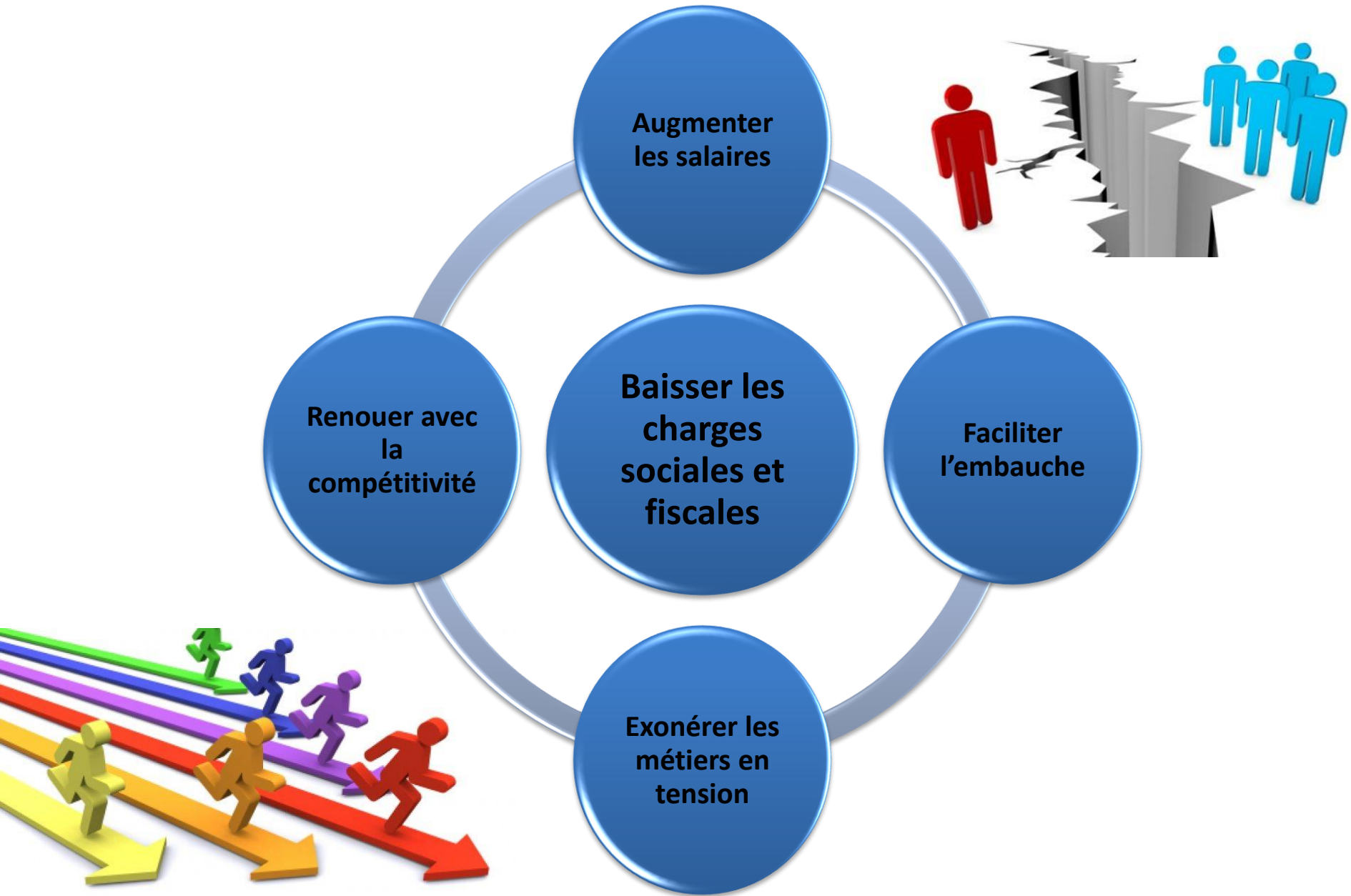
Des cotisations salariales et patronales qui pèsent
sur les petites entreprises

=

Frein à l'emploi et à la compétitivité.



VALORISER LE TRAVAIL



VALORISER LE TRAVAIL

Alléger la fiscalité des TPE/PME / Avoir une fiscalité européenne unique

Réduire les impôts sur le travail des hommes et taxer le bénéfice : machines, banques, finances...

Baisser les charges sur les PME avec obligation d'augmenter les salaires

Travail trop taxé : augmenter les salaires nets pour créer du pouvoir d'achat

Baisser les charges salariales des « petits patrons »

Lutter contre le dumping intra européen

Contrôle de l'intérim – incitation à l'embauche – Bonus/Malus

VALORISER LE TRAVAIL

Ne pas imposer un entrepreneur des cotisations sociales tant que son travail rapporte 3/4 du smic net/mois

Exonération de charges patronales pour les entreprises de - 5 salariés en dessous de 2M€ de CA

Taxer les entreprises qui délocalisent et exonérer celles qui produisent sur le territoire et qui embauchent

Supprimer la prime de précarité aux CDD qui refusent un renouvellement de contrat

Maintien d'une prime annuelle par salarié exonérée de 1 000 € (prime MACRON)

Exonérer, défiscaliser les heures supplémentaires

Supprimer le forfait social sur la participation aux bénéfices. Seuil de la négociation en entreprise à relever à 250 salariés.

SOUTIEN ET AIDES ENTREPRISES



Ne pas considérer les aides comme des revenus imposables

Soutenir l'investissement des entreprises par des dispositifs ciblés (crédits d'impôt, sur amortissements)

CIR et CICE : la modulation devrait être faite en fonction des emplois réellement créés.
Créer des paliers en fonction du nombre de salariés/CA. Les besoins d'une PME ne sont pas ceux d'une multinationale.

Davantage d'aides pour les entreprises en difficultés :
pouvoir obtenir l'allocation chômage.
L'aide ACCRE généralisée pour la création d'entreprises.
Faciliter les dispositifs pour la création d'entreprises

≠

Arrêter de subventionner les entreprises et artisans avec des crédits d'impôts et autres subventions.

FOCUS : RELATIONS BANCAIRES

Frais bancaires réduits, moins de suspicion et de rigidité pour ceux qui créent une entreprise

Surveillance et accompagnement des relations Banques / PME (frais bancaires abusifs, refus de prêts...)

Moins de charges bancaires pour les entreprises n'ayant pas d'employé



4 idées force

largement partagées

Égalité

Exemplarité

**Droits et
devoirs**

**Démocratie
représentative
et participative**

ÉGALITÉ

1



Égalité

Un sujet transversal unanime

ÉGALITÉ



Les thématiques
« Liberté » et
« Fraternité » sont
peu abordées

L'Égalité par contre
est un sujet central

Liberté
Egalité
Fraternité

La lecture des contributions laissent penser
que les sujets Liberté et Fraternité ne sont
pas absents des préoccupations, mais que
l'état français semble y répondre de
manière acceptable

**Le constat n'est pas le
même pour l'Égalité**



EGALITÉ

BESOIN D'UNE JUSTICE EXEMPLAIRE

Égalité

- Même justice pour tous
 - Pour les poursuites
 - Pour les condamnations

Effectivité

- Application réelle des peines
- Création de prisons, meilleures rémunérations des gardiens
- Plus grande sévérité pour les auteurs de troubles (en particulier dans les manifestations) et pour les casseurs

Efficacité

- Fusion de la Police et de la Gendarmerie
- Plus de pouvoirs pour la Police
- Caméras de surveillance
- Simplification du système judiciaire

Transparence et responsabilité

- Élection des magistrats
- Marchés publics (bureaucrates qui font travailler les copains)
- Possibilité de recours contre les décisions de l'administration souvent déconnectée des réalités du terrain

Et de forces de l'ordre exemplaires

- Responsabilité des chefs qui donnent les ordres
- Respect de l'humain
- Procédures rapides avec des citoyens affectés aux procédures d'instruction

Ne pas oublier le bon sens dans les décisions

EXEMPLARITÉ

2



Exemplarité

**CONFIANCE
DANS LA VIE
POLITIQUE**



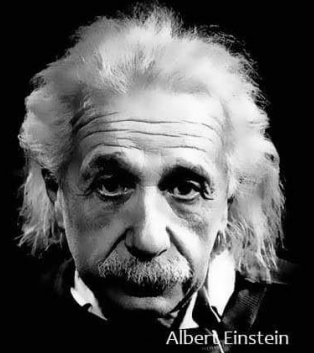
EXEMPLARITÉ

LA NÉCESSAIRE EXEMPLARITÉ DES ÉLUS

Même si les exemples d'actions qui suivent ne sont pas majoritairement cités, ils semblent aller dans l'esprit sous-jacent de beaucoup de contributions

- Casier judiciaire vierge
- Baisse des rémunérations
- Interdiction des conflits d'intérêts
- Cadrage (et/ou interdiction) des lobbies
- Présence effective aux sessions du parlement
 - Démission-sanction
 - Quota de présence minimum pour délibérer

“ Donner l'exemple n'est pas le principal moyen d'influencer les autres, c'est le seul moyen. ”



DROITS ET DEVOIRS

DES DEVOIRS AVANT DES DROITS !!

Être citoyen

3

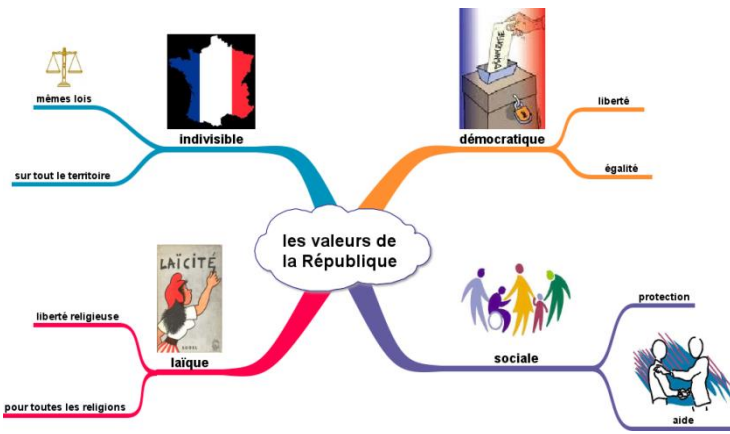


DROITS ET DEVOIRS

Service civique

Proximité des citoyens entre eux

Éducation



Notion d'intérêt général

Devoirs VS Droits

Un socle de valeurs

Sanction des fraudes

La France au travail

Politique pénale

DROITS ET DEVOIRS

2 rôles

- Former les jeunes à la citoyenneté (incluant la défense de la planète)
- Préparer les jeunes au monde moderne et à l'entreprise

FOCUS ÉDUCATION



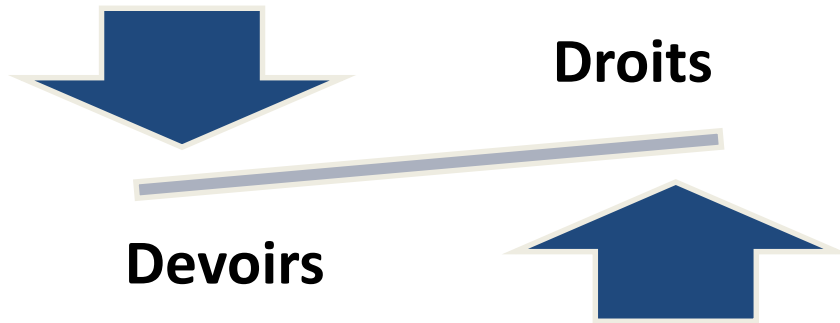
■ Instruction civique

- ✓ Rétablir la valeur des diplômes (98 % de reçus au bac ?, en finir avec « tous en fac »)
- ✓ Rehausser la qualité de l'enseignement
- ✓ L'adapter aux besoins des entreprises et réconcilier l'économie et l'éducation nationale
- ✓ Alléger les règles sur l'apprentissage pour le favoriser
- ✓ Revoir le calendrier scolaire
- ✓ Créer un chèque éducation que les parents donneraient à l'établissement scolaire de leur choix
- ✓ Former les jeunes à la vérification des informations (notamment internet)

■ Sans oublier l'écologie

- 🌍 Sensibilisation des jeunes à l'écologie
- 🌍 Véritable information objective sur le réchauffement climatique (en s'affranchissant des divers lobbies)
- 🌍 Favoriser l'enseignement d'une agriculture bio, raisonnée ...

DROITS ET DEVOIRS



- Un attachement à notre modèle social **mais des réponses contradictoires**
 - Augmentation des aides (y compris RSI) VS diminution des aides (*plafonnement ou réduction ARE, suppression du chômage pour salariés licenciés pour faute grave*)
 - Aides sans contreparties (1) VS Contreparties nécessaires

L'idée d'un
revenu universel
citée 2 fois

DROITS ET DEVOIRS

Les contreparties

Elles sont souvent
évoquées

Généralement envisagées sous l'angle
temps de travail donné aux associations,
aux actions pour l'écologie

Mais aussi l'idée d'une
contribution financière même
symbolique (CMU)

Mais aussi obligation
d'insertion (notamment
apprentissage de la langue
pour les étrangers)

DROITS ET DEVOIRS

DROITS ET DEVOIRS SOCIAUX

Une convergence vers :

- Une **meilleure couverture** pour les **indépendants, petits entrepreneurs, gérants non salariés** (notamment droit au chômage et protection sociale)
- **Lutter contre les fraudes** (notamment travail au noir et chômeur ne cherchant pas du travail ou refusant des emplois)
- **Remettre la France au travail**, revaloriser le revenu du travail par rapport aux allocations

Indemniser les
salariés
démissionnaires



DROITS ET DEVOIRS

FOCUS SUR LE TRAVAIL



- Égalité, Fraternité et liberté pour le travail
- Libre embauche et débauche
- Importance de la formation
- Pouvoir travailler en proportion du niveau de vie souhaité
- Versement d'une allocation de 24 mois pour les jeunes sans expérience en contrat de travail en entreprise pour l'acquisition de la 1^{ère} expérience
- Distinguer les patrons des dirigeants salariés
- Point syndicats :
 - Autoriser les candidatures libres dès le premier tour des élections des IRP
 - Les empêcher de bloquer toute évolution du marché du travail

DROITS ET DEVOIRS

MIEUX PAYER LES SALARIÉS

Augmentation du
SMIC et des salaires
(sans augmentation
des charges)

Indexation sur le coût
de la vie

Notamment
pour aides à
domicile

Mais aussi
plafonnement
des salaires

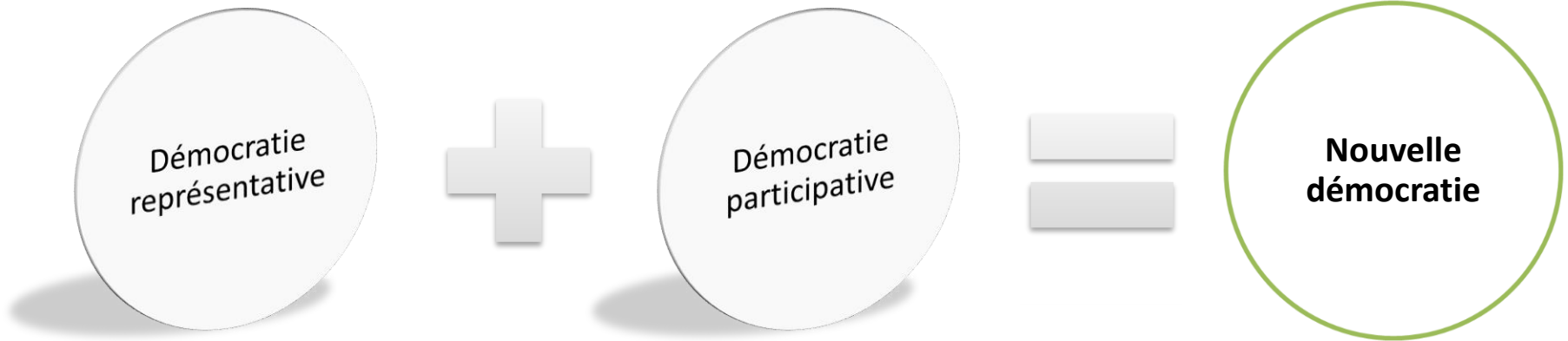


DROITS ET DEVOIRS



- Les bénéficiaires aides sociales (notamment RSA et chômeurs suite à rupture conventionnelle)
- Le respect des engagements pris en cas d'aides publiques pour l'embauche
- La formation professionnelle

DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE



4

Pour adhérer aux décisions,
le citoyen veut avoir sa place dans le processus

DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE

RÉTABLIR LA CONFIANCE DANS LE SYSTÈME REPRÉSENTATIF

Les participants sont très critiques par rapport au système représentatif actuel, mais une part importante reste attachée à ce mode de fonctionnement garant de la démocratie ...

... Même s'ils souhaitent le rénover



... Même s'ils expriment un besoin d'expression directe

DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE

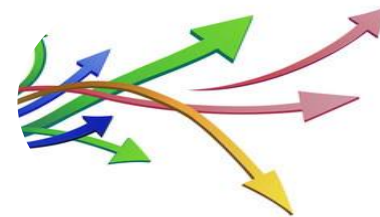
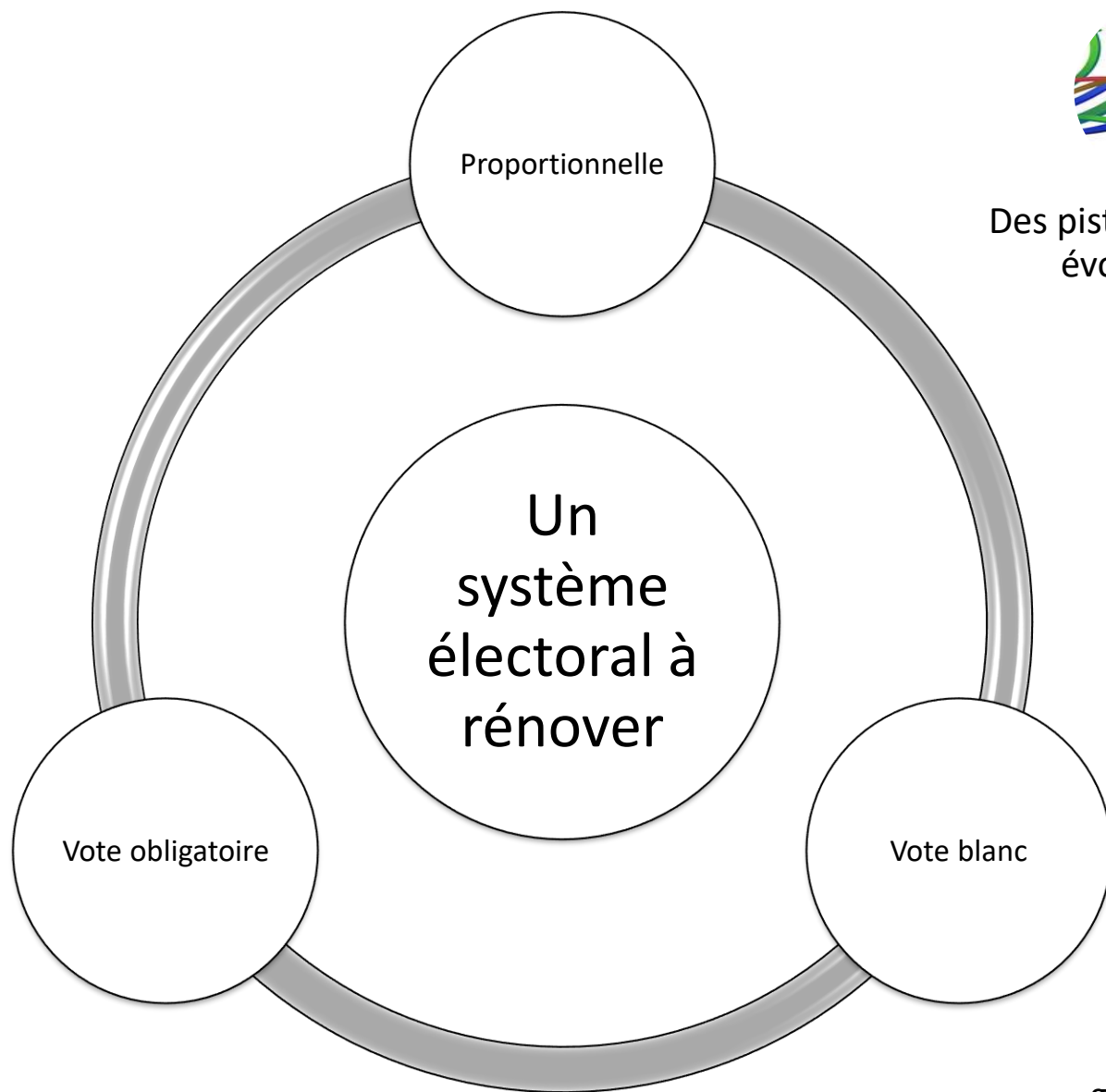
UN BESOIN VISCÉRAL DE RETROUVER LA PROXIMITÉ

- Plus de pouvoir au niveau local (décentralisation)
- Les citoyens veulent avoir un contact direct avec leurs représentants
 - Ils ne rejettent pas l'élu en temps que tel, mais l'élu à l'intérieur d'un système confiscatoire,
 - L'élu semble plus, aujourd'hui, suivre des directives politiques nationales que porter la voix de ces administrés (vote à bulletins secrets à l'assemblée *)

La démocratie représentative ne peut être viable que si les représentants sont de réels porte-voix



DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE



Des pistes souvent évoquées

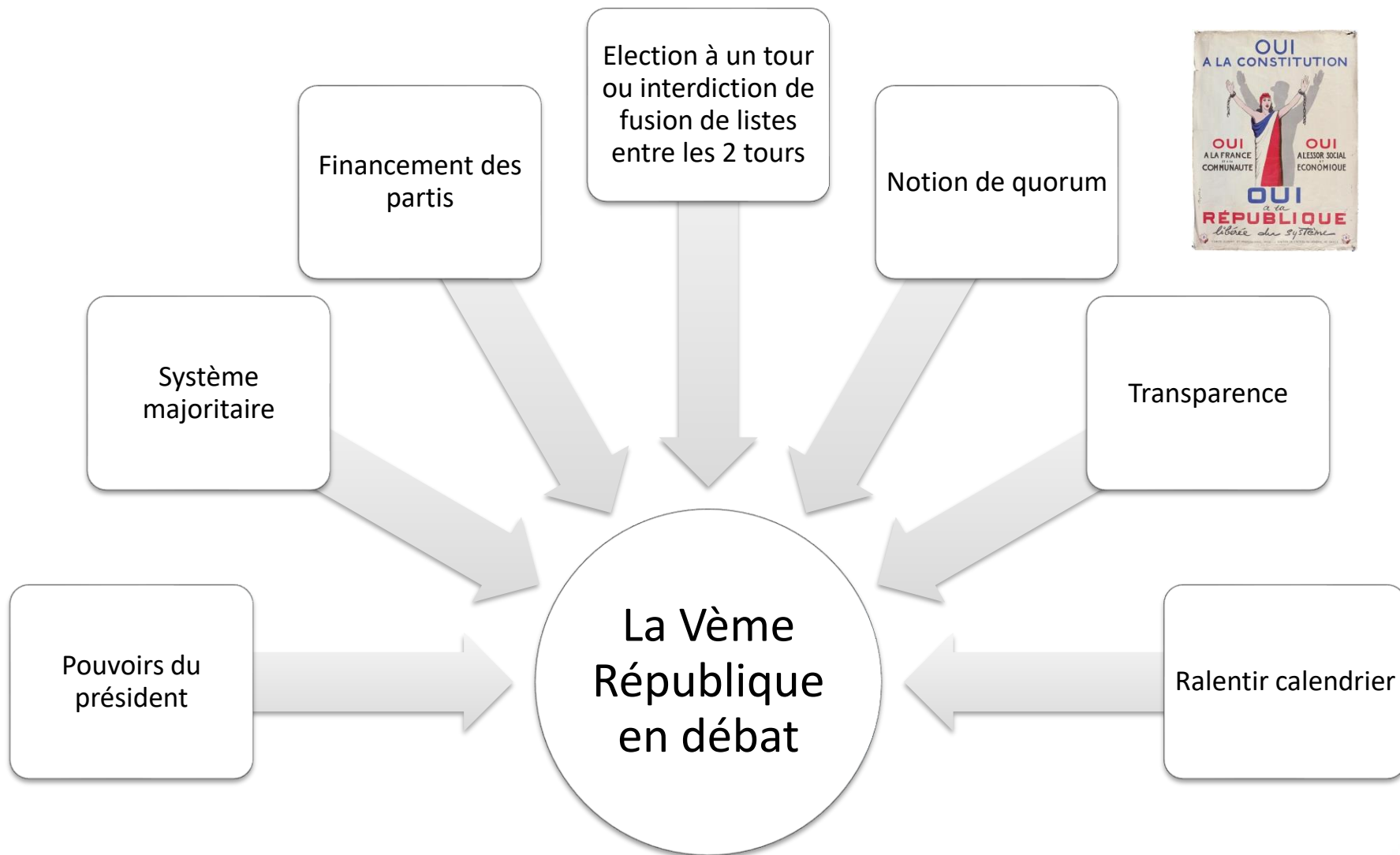


Mais des modalités de mise en œuvre à définir



Le vote toujours perçu comme garant de la démocratie mais il faut inventer un nouveau système

DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE



Attention toutefois ces points ne sont soulevés que par 2 ou 3 contributeurs

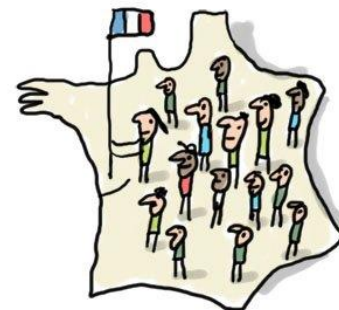


DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE

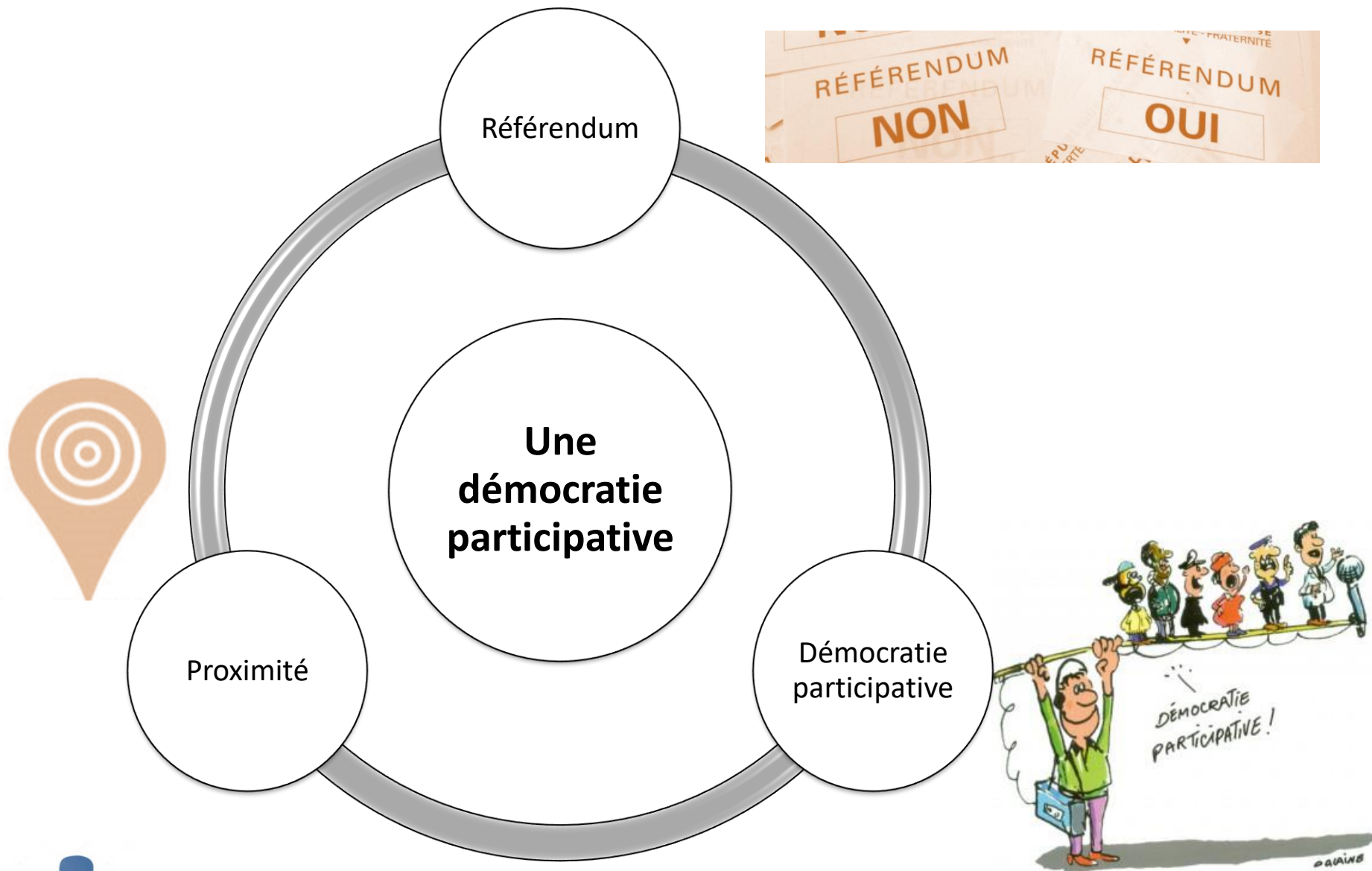
JUSQU'À LA VI RÉPUBLIQUE ?

- Assemblée constituante tirée au sort
- Assemblée permanente citoyenne de 700 personnes tirées au sort (après inscription en mairie ou préfecture) avec un mandat de 2 ans non renouvelable avec défraiement et prime de citoyenneté

RÉPUBLIQUE



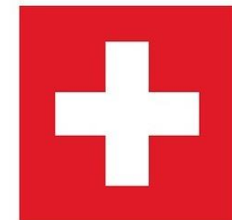
DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE



Les entreprises souhaitent être associées à l'élaboration des règles

DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE

LE RÉFÉRENDUM : EN TÊTE DES PROPOSITIONS MAIS ...



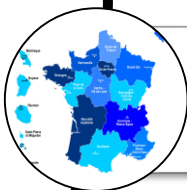
Suisse.



1^{ère} proposition certes ... mais non majoritaire



Large consensus sur le référendum à **échelle locale**



Par contre **deux positionnements tranchés au niveau national**

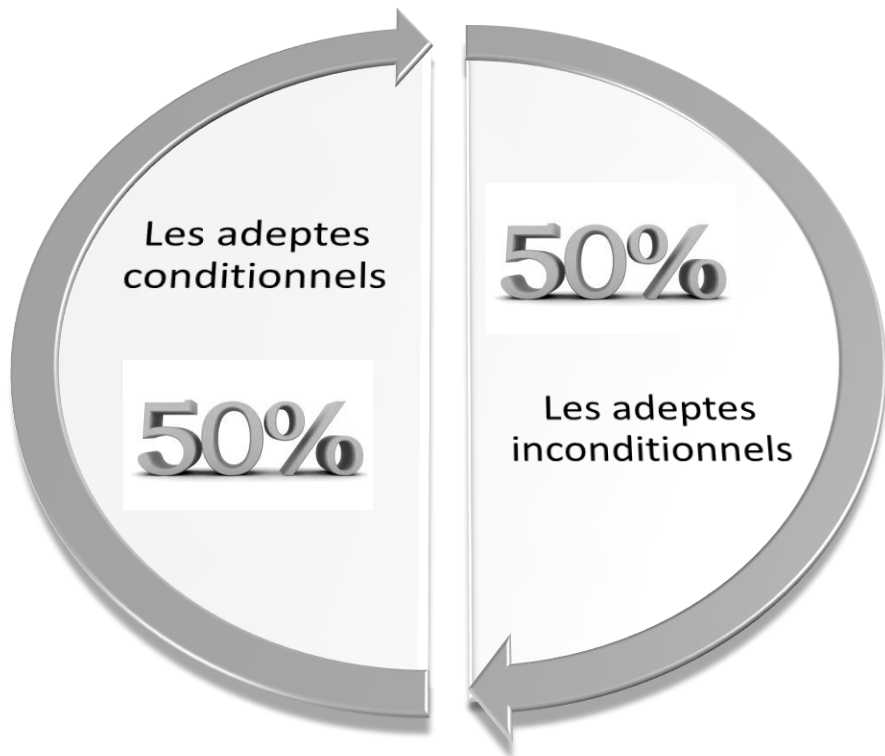
- tous sujets/tout le temps
- Certains sujets / avec parcimonie



Des oppositions minoritaires mais ... **farouches**

- Peur de la remise en cause de certains acquis
- Peur du manque de maturité démocratique

DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE



Les thèmes du référendum

Toutes les lois

Les thématiques sociétales

La révocation des élus

→NOTA
BENE←

Points évoqués :

- Non remise en cause des fondamentaux modernes de notre société
- Comment faire pour que tous les citoyens aient en main tous les éléments de compréhension nécessaires pour prendre position de manière éclairée

DEMOCRATIE REPRESENTATIVE ET PARTICIPATIVE

LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE NE SE RÉSUME PAS AU RIC



**Faire entendre
sa voix**



Pouvoir être à
l'initiative des
règles



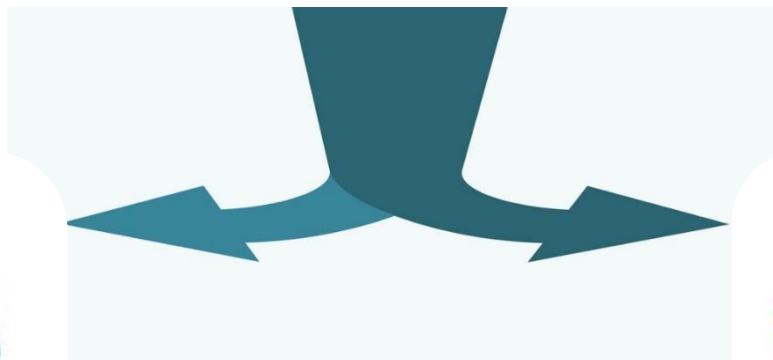
Être consulté



Pouvoir
s'opposer sans
passer par la
case
manifestations

DEMOCRATIE REPRESENTATIVE ET PARTICIPATIVE

INNOVER : POUR UNE DÉMOCRATIE LOCALE ET CONNECTÉE



Utiliser les
nouvelles
technologies



Faire vivre le débat au
niveau local
(les assemblées locales)

Et aussi :

- Soutien aux coopératives et aux SCIC
- Responsabiliser les médias
- Notre démocratie pire que la royauté
- Donner plus de liberté aux marginaux qui veulent vivre différemment
- Diminuer le nombre de SDF



Et les gilets jaunes dans tout cela ?



On retrouve beaucoup de leurs thématiques dans les contributions

Mais ils soulèvent aussi une forte hostilité

- Ne pas leur céder
- Tout sauf les gilets jaunes
- Pourquoi accepter qu'une minorité bloque le pays et ne pas les sanctionner

L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

5 idées force

**Avoir une
règlementation et
une administration
efficace**

**Recentrer l'action
publique de l'Etat**

**Réviser les
institutions**

**Réorganiser le
millefeuille
territorial**

**Optimiser les
services publics &
les infrastructures**

**Focus
Emploi/Retraite**

AVOIR UNE RÉGLEMENTATION ET UNE ADMINISTRATION EFFICIENTE

ALLÉGER ET SIMPLIFIER LES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES

- Alléger, simplifier et réduire le nombre de textes réglementaires (ex. code du travail)
- Simplifier et uniformiser les procédures et démarches administratives sans surcroît pour les entreprises et les particuliers
- Faciliter la création et reprise d'entreprises
- Créer un guichet unique pour les entreprises
- Rendre les aides pérennes
- Mieux communiquer → accès à l'information facilitée



AVOIR UNE RÉGLEMENTATION ET UNE ADMINISTRATION EFFICIENTE




RÉGLEMENTATION

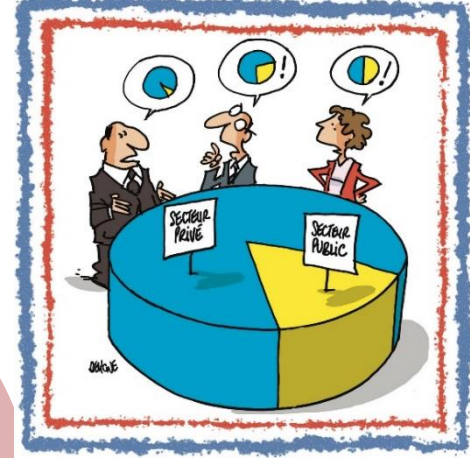
- Autoriser et réglementer l’affichage/la signalétique en bord de route = vital pour les commerces ruraux
- Faire respecter la lois sur l’éclairage des enseignes
- Réduire les normes et autres réglementations, souvent inutiles et coûteuses

AVOIR UNE RÉGLEMENTATION ET UNE ADMINISTRATION EFFICIENTE

RÉGLEMENTATION

- Urbanisme : PLU inadapté aux entreprises artisanales
- Certaines lois sont inadaptées aux PME, et donc inapplicables
- Moratoire de 5 ans sur les projets de création de zones commerciales en périphérie des villes
- Suppression des parkings de surface en ville
 = mort du commerce de centre-ville
- Marchés publics : obligation pour les communes de réserver au moins 10% du montant aux entreprises locales

RECENTRER L'ACTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT



Privatiser ce qui
relève du privé :
transport,
audiovisuel,
énergie

Interdiction
d'intervenir/
de posséder
une entreprise
privée

Redéfinir le rôle et le
périmètre d'action
de l'Etat dans des
domaines légitimes

Refonte
des traités
européens

Transparence
sur les traités
signés par la
France

RECENTRER L'ACTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

Pour réformer le pays, l'État doit se réformer

- Réduction du train de vie de l'ÉTAT et des « politiques » actuels et passés (frais de réception, coût des transports/chauffeurs, réduction du personnel...)
- Plus de transparence, publication des dépenses de l'Etat, des collectivités et des comptes des élus
- Valeur décisionnaire aux enquêtes publiques
- Plus de mandats et de pouvoirs à des personnes élues de la société civile
- Remplacement des « politiques incompetents » par des hologrammes programmés par des experts avec une meilleure connaissance des dossiers



RECENTRER L'ACTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT



- **Meilleure gestion des comptes publics**
 - Diminuer la dépense publique, en l'ajustant aux réalités et aux besoins des territoires
 - Equilibrer les recettes et les dépenses
 - Flécher chaque € dépensé, et en informer les français
 - Réduire / éviter le gaspillage des fonds publics
 - Diminuer la dette
 - Mise en place d'une commission de contrôle indépendante
- **Etat = mauvais payeur** → l'obliger à verser un acompte lorsqu'on travaille pour lui

RECENTRER L'ACTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT



- **Transfert des services sur les entreprises**
 - Retirer aux entreprises la gestion du PAS pour appliquer un prélèvement bancaire automatique
- Rembourser les frais liés à sa mise en place
- Contrepartie rémunération du temps passé
- Idem pour les frais liés à la collecte de la TVA
- Recentrer le temps du patron et de ses salariés sur l'activité de l'entreprise

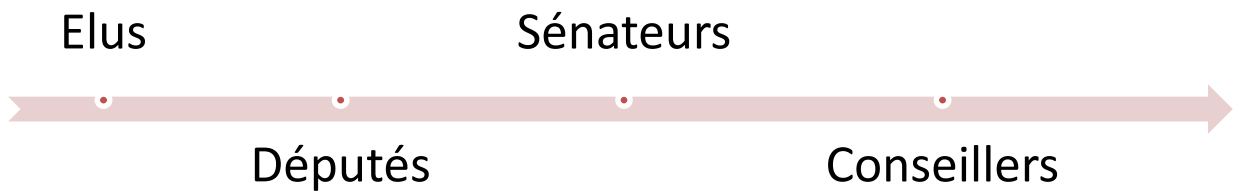
RECENTRER L'ACTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

- Supprimer la bourse
- Refondre le système fiscal => opaque et incompréhensible
- Reconstruire une présence fine du service public de l'Etat
- Optimiser les lois existantes pour éviter leur multiplication

Disposer des moyens
pour les faire appliquer
et les évaluer

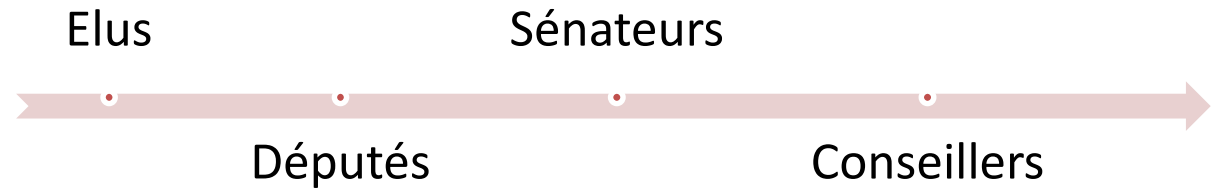


RÉVISER LES INSTITUTIONS



- Baisser le nombre d'institution ou les supprimer
➔ ENA, Science Po, Sénat, CESER...
- Bannir la présence des lobbys dans les institutions (Assemblée Nationale, Sénat...)
- Instaurer le vote à bulletin secret
➔ éviter la pression des partis politiques
- Cour des Comptes : lui donner plus de pouvoir et suivre ses avis et recommandations
- Créer un ministère de la simplification 😊
- Augmenter le nombre de circonscriptions pour avoir au maximum 1 député pour 50 000 habitants

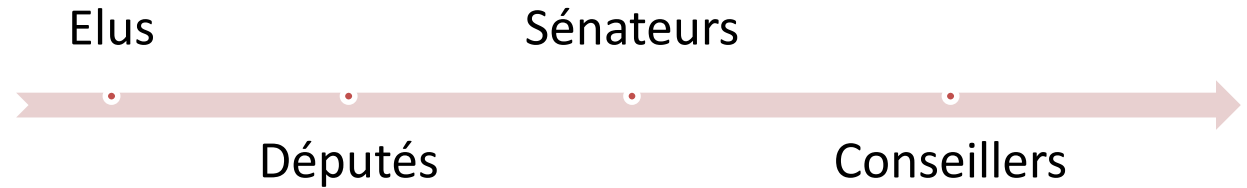
RÉVISER LES INSTITUTIONS



- Elus : Réduire leur nombre et leur salaire
→ maximum 4 fois le salaire minimum
- Rémunération conditionnée aux jours de présence dans l'hémicycle → instaurer des quotas de jours de présence, plus de 10% d'absentéisme = considéré comme démissionnaire → nouvelles nominations
- Casier judiciaire vierge
- Inéligibilité à vie pour toute personne condamnée pour crimes ou délits financiers
- Interdire les conflits d'intérêts



RÉVISER LES INSTITUTIONS



- Limiter voire supprimer le cumul des mandats
- Manque de crédibilité des représentants politiques
- Réformer ou supprimer les régimes spéciaux et avantages

➔ Retraites à vie pour les anciens présidents et/ou au prorata du temps passé dans la fonction

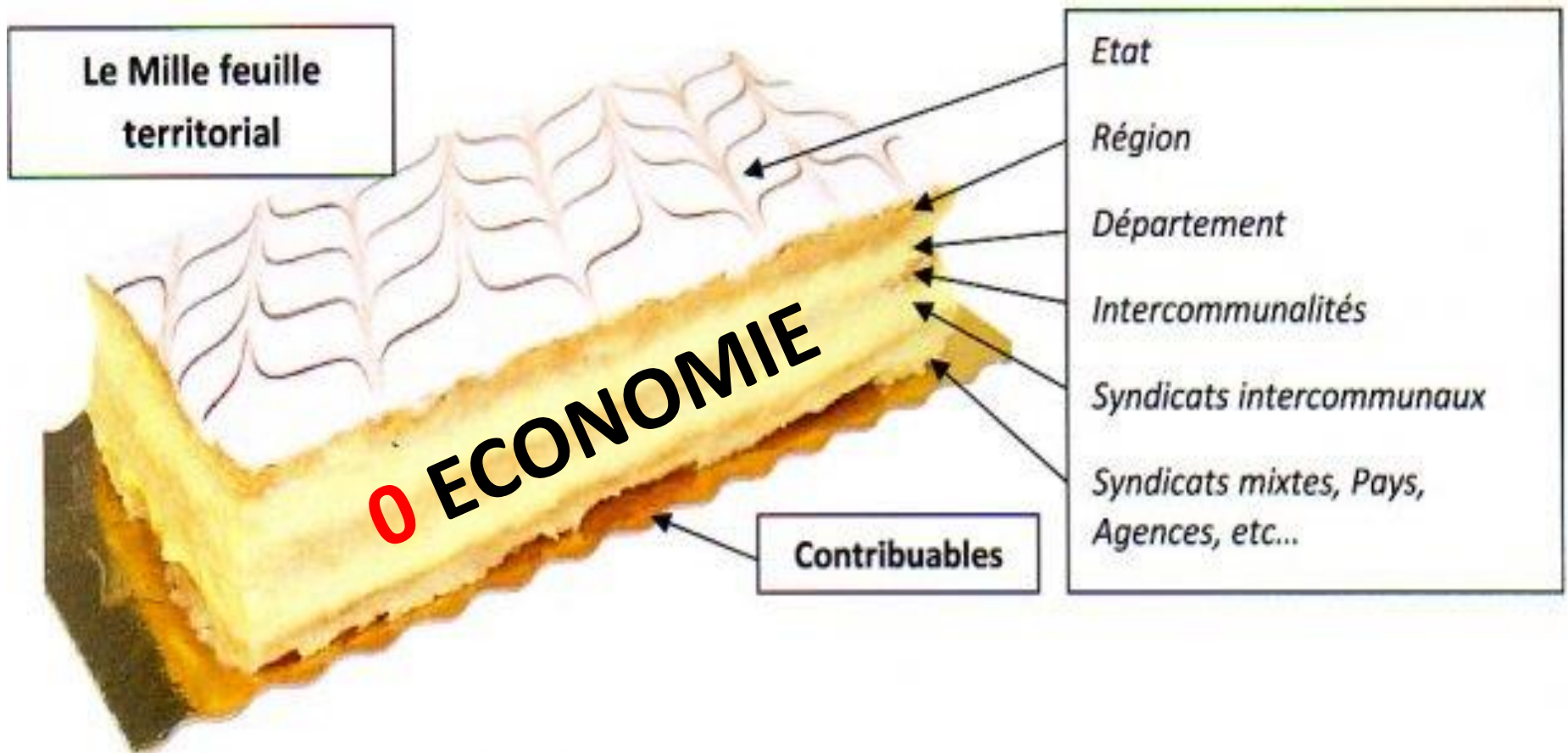
➔ Encadrer l'usage de la réserve parlementaire pour une utilisation effective au service des territoires

- Exiger une expérience professionnelle (secteur privé)
- Retourner à la vie civile et professionnelle en fin de mandat à l'instar des pays nordiques
- Examiner les diverses indemnités



RÉ-ORGANISER LE MILLE FEUILLE TERRITORIAL

TROP D'ECHELONS / NOMBREUX DOUBLONS



RÉ-ORGANISER LE MILLE FEUILLE TERRITORIAL

RÉGIONS

- Trop grandes : nécessité d'un redécoupage plus proche des territoires → Taille humaine
- Trop coûteuses : trop de personnel, budget considérable

DÉPARTEMENTS

- Suppression des départements avec transferts des compétences aux régions ou aux communautés de communes
- Unités majeures du maillage territorial
- Intégrer les chambres consulaires

RÉ-ORGANISER LE MILLE FEUILLE TERRITORIAL

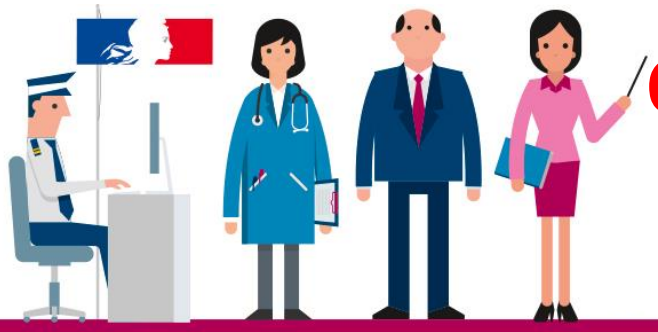
COMMUNAUTÉS DE COMMUNES

- Trop grandes, trop nombreuses, très coûteuses
- Les restructurer → les rendre plus fortes
- Révision du seuil minimal : 20 000 habitants
- Doivent permettre soit de supprimer la fonction de maire, soit de réduire le nombre de conseillers municipaux

RÉ-ORGANISER LE MILLE FEUILLE TERRITORIAL

COMMUNES

- Redonner le pouvoir aux communes
- Pouvoir décisionnel au niveau local, au plus près du terrain
- Révision du seuil minimal : - de 400 habitants = nécessité de regroupement



OPTIMISER LES SERVICES PUBLICS ET LES INFRASTRUCTURES

AGENTS PUBLICS

- Baisser le nombre
- Optimiser et organiser le travail des fonctionnaires et agents territoriaux
- Mettre fin aux régimes spéciaux et avantages :
 - Contrats de droits privés
 - Suppression de l'emploi à vie
 - Prise en compte de la faute professionnelle
 - Alignement des régimes des retraites du public sur le privé
- Réformer le fonctionnement administratif en renforçant les moyens et le nombre de fonctionnaires → plus productivité

OPTIMISER LES SERVICES PUBLICS ET LES INFRASTRUCTURES

Les services publics rythment nos vies

- Disparités sur le territoire
- Maintenir des services publics fiables et accessibles à tous
➔ renforcer l'attractivité des zones rurales (écoles, installation d'entreprises...)
- Créer des dispensaires pour lutter contre les déserts médicaux et accéder aux services
- Créer des « Maisons de services »
➔ regroupement des services de (santé, trésor public, poste ...) dans les villages de + de 1 000 habitants et dans un rayon de 20 km maximum





OPTIMISER LES SERVICES PUBLICS ET LES INFRASTRUCTURES

- Atout de la digitalisation des services, guichets uniques
- Importance du haut débit/fibre



- Nécessité d'égalité de services et de prestation sur l'ensemble du territoire
- Nécessité d'infrastructure de télécommunication de qualité
- Obligation de couverture nationale pour les fournisseurs d'accès

- Révision de la durée du travail à temps partiel

➔ Révision du minimum horaire de 24h qui pénalise les petites entreprises

- Versement de l'indemnité pour inaptitude par un organisme et non par l'employeur

- Ne plus considérer les arrêts maladie/travail comme travail effectif

➔ Et ne pas les prendre en compte dans le calcul des primes ou des participations





- Calage jours de carence identiques privé/public
- Réforme de Pôle Emploi
- Suppression de l'URSSAF
- Ne pas considérer comme avantage en nature les contraventions payées par les entreprises en cas de stationnement gênants liés aux approvisionnements de chantiers



- Fusionner des caisses de retraites
- Plafonner les retraites
- Fusionner les caisses de sécurité sociale

6 idées force

Réduire la dépendance à l'automobile


Innover en énergies renouvelables

Aider la mutation de l'agriculture

Rendre les aides efficaces

Avoir une réglementation efficiente

Faire un choix de politique globale



Un sujet dont les chefs d'entreprise se saisissent



Point d'un grand débat national mais sujet mondial



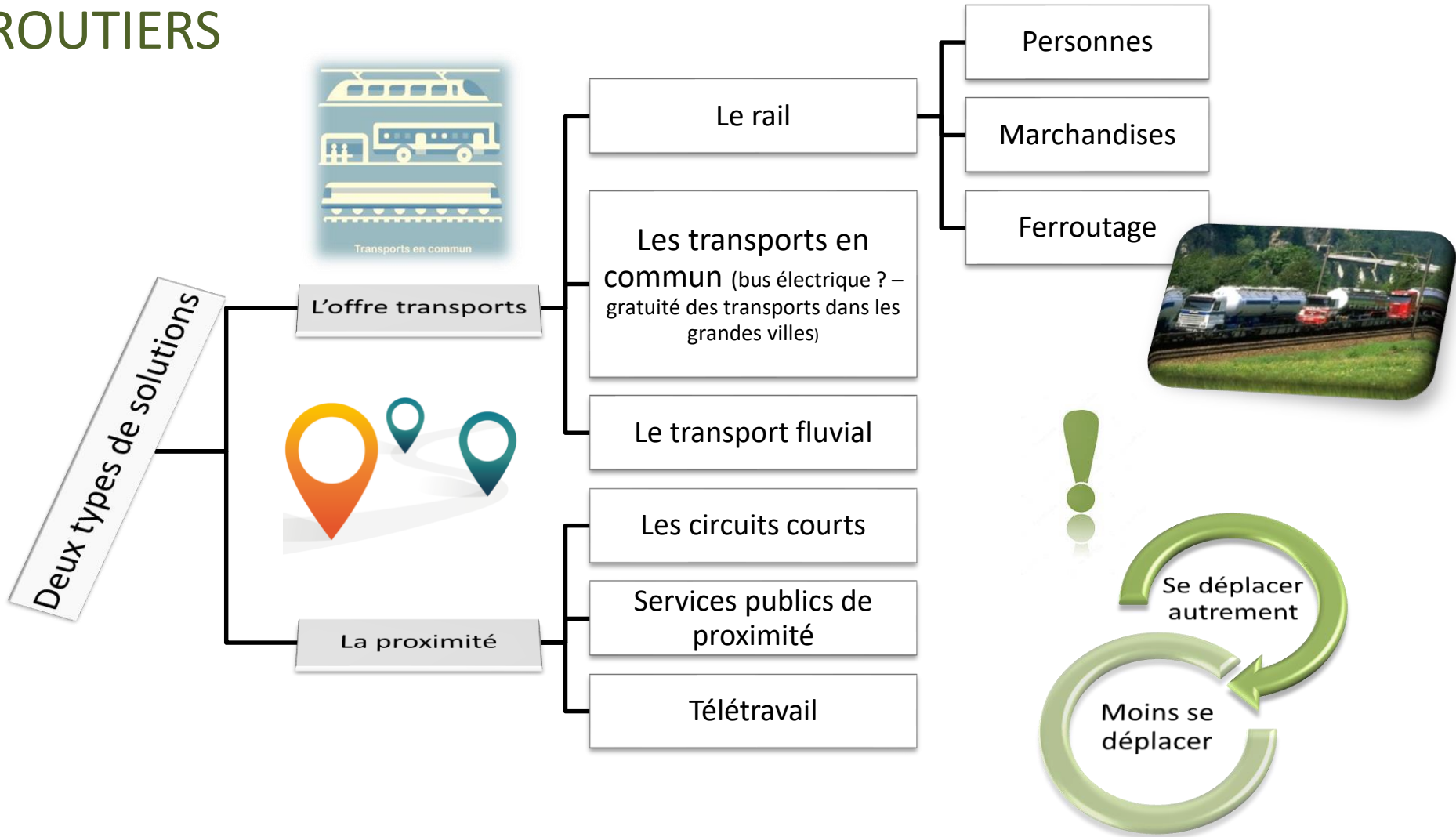
A minima nécessitera
une convergence
européenne



Ne pas recycler nos
vieux véhicules en
Afrique

REDUIRE LA DEPENDANCE A L'AUTOMOBILE

LIMITER LA DÉPENDANCE À LA VOITURE ET AUX TRANSPORTS ROUTIERS



INNOVER EN ENERGIES RENOUVELABLES



Innov
en matière
d'énergies
renouvelables

**La France
doit innover,
être leader**

**Garder une
souveraineté
énergétique**

Solaire

Hydrolien

Éolien

- Petites éoliennes plates

Méthanisation
(petites unités) –
Biomasse

Hydrogène

Gaz de schiste (mais un
seul soutien avec
modification de la
méthodologie
d'extraction)

... brevet Nikola Tesla, fusion
froide (effet Dumas) et tout ce
qu'il reste à inventer !!

INNOVER EN ENERGIES RENOUVELABLES

UNE RÉFLEXION À AVOIR :



Sur les prix



Sur le passage obligé par la
case EDF

INNOVER EN ENERGIES RENOUVELABLES

FOCUS VOITURE ÉLECTRIQUE



Faire le point
clairement sur l'impact
(fabrication et
recyclage des batteries
notamment)



Quid de la production
d'électricité (//
nucléaire)



Un questionnement
fréquemment évoqué

FOCUS DÉCHETS



L'interdiction de brûler impose des trajets en voiture pour aller aux déchetteries

Organisation de la collecte



Fiscalité proportionnée à émission déchets, mais ... un peu compliqué !

Pourquoi un coût en progression alors que le tri sélectif s'intensifie ?

INNOVER EN ENERGIES RENOUVELABLES

SORTIE DU NUCLÉAIRE ET DES ÉNERGIES CARBONÉES



+

- Indépendance énergétique
- Propre (à l'usage)
- Coût maîtrisé de l'énergie

-

- Radioactivité
- Danger
- Stopper le programme EPR

+

- Gros progrès des moteurs
- Moins de consommation
- Financement de l'État

-

- Dépendance étrangère
- Particules fines
- Effet gaz de serre
- Coût non totalement maîtrisable



Une idée arrêter la fabrication de voiture diesel

Pas de demandes largement majoritaires

AIDER À LA MUTATION DE L'AGRICULTURE

- Accompagner l'agriculture pour **l'abandon des produits phytosanitaires**, herbicides et autres
- Interdiction du ROUND UP
- Baisse de la TVA sur **les produits bio ou labellisés** (// révision du label France)
- Le « bio » nécessite des heures de travail, **penser au coût du travail**
- Lutter contre les **lobbies** industriels

Les agriculteurs doivent vivre de leur travail pas des subventions



RENDRE LES AIDES EFFICACES



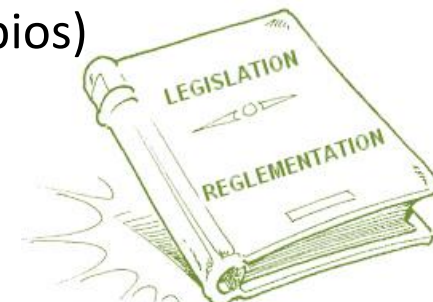
- Des axes de réflexion :
 - Les aides doivent rendre réellement accessible la transition *(les compléter grâce à la création d'une banque solidaire ou par des financements participatifs)*
 - Faire un gros effort sur la rénovation de l'habitat (l'isolation notamment (type isolation à 1 euro))
 - Aides en direction des entreprises (favoriser les choix écoresponsables)
 - Favoriser l'innovation pour des hybrides utilitaires

AVOIR UNE RÈGLEMENTATION EFFICIENTE

Des règles adaptables aux réalités du territoire

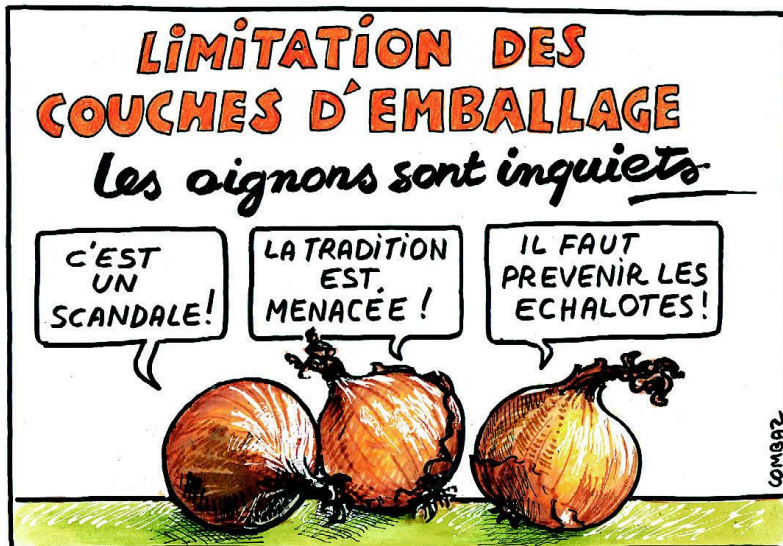
Des règles simplifiées

- Revisiter les règles d'attribution du **permis de construire** (égalité pour tous, contraintes « écologiques » mais attention au coût)
- Toujours bien **analyser le temps nécessaire** à la transition (exemple mutation des véhicules utilitaires et de chantier)
- Imposer aux **grandes surfaces** (*encourager les entreprises*) d'investir dans des toits solaires (*avec des aides*)
- Système de **consigne** sur filtres et bidons d'huile (ex Allemagne)
- Agir contre **l'obsolescence programmée**
- Mettre en place un **étiquetage** réellement éclairant
- Encore plus de **bio dans les cantines** (// création de jardins bios)
- Inversion de la **charge de la preuve**



FOCUS EMBALLAGE

- Beaucoup de contributions fustigent le suremballage (et les prospectus)



FAIRE UN CHOIX POLITIQUE GLOBAL

Expliquer les enjeux et les objectifs

- Toute décision doit avoir sa dimension « protection de la planète »
- Repenser notre société de consommation (sans prôner la décroissance !!)
- Investissement massif de l'État et des collectivités dans les énergies renouvelables (panneaux solaires sur les bâtiments publics, cantines scolaires en circuit court ...)

L'écologie c'est
de l'emploi



Contribuer autrement, solidairement



Journée solidarité pour la planète

- Un jour donné pour des actions écoresponsables (ex un dimanche !)

Contrepartie des aides sociales

- Quelques heures de travail pour la planète

Des suggestions étonnantes mais intéressantes ...



Créer une armée de canadairs européenne pour lutter contre les incendies financée grâce à la suppression de la garde nationale et de la patrouille de France



« Empêcher les vaches de péter »



Contraindre le Royaume uni à adopter l'euro s'il souhaite rester dans le marché commun



N.B. : toute synthèse hâtive pourrait avoir un résultat étrange !

80 km/h le retour !

2 contributions citent pour la transition écologique le retour aux 90 km/h et la réduction des radars !

1 veut aggraver les sanctions pour excès de vitesse



Mais aussi ...

- Supprimer le nouveau contrôle technique
- Contrôler le recyclage des pièces détachées que l'on retrouve sur Leboncoin
- Écologie pas au détriment du bien-être des Français
- Moins de paperasse (ère numérique)
- Écologie coûte cher, rééquilibrons d'abord l'économie
- Entente de tous les courants écologiques
- Les solutions existent mais les multinationales les bloquent
- En finir avec les diktats des sphères du pouvoirs



Faire du Lot un modèle de déplacement écoresponsable

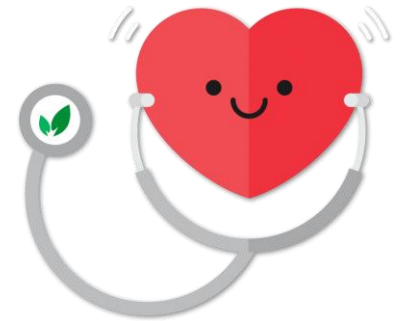
Qualité de vie au travail

- Chercher la qualité de vie avant le rendement financier
- Améliorer les conditions de travail (source de performance de l'entreprise)

Accès aux soins

- Permettre un accès aux soins pour tous (proximité des ressources médicales, aides financières pour les plus démunis)
- Coût des EHPAD

Mais attention arrêts de travail trop « faciles »



1 piste

Développer les médecines naturelles

... et pourquoi pas le cannabis thérapeutique

Création d'emploi

LE GRAND DÉBAT NATIONAL

**ENTREPRENEURS,
FAITES-VOUS ENTENDRE DANS
LE GRAND DÉBAT NATIONAL.**

 **CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE**

1^{er} ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

RESTITUTION DES PROPOSITIONS

Mercredi 13 mars 2019 - 19h15 à CCI du Lot





Monsieur Thomas CHARDARD
Président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie du Lot



Monsieur Jérôme FILIPPINI
Préfet du Lot

LE GRAND DÉBAT NATIONAL

ENTREPRENEURS,
FAITES-VOUS ENTENDRE DANS
LE GRAND DÉBAT NATIONAL.

 CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE

1^{er} ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

RESTITUTION DES PROPOSITIONS

Mercredi 13 mars 2019 - 19h15 à CCI du Lot

